



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 12/09/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/08/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPETERIES DES VOSGES

34 rue Maurice MOUGEOT
88600 LAVAL SUR VOLOGNE

Références : S-22-853RP

Code AIOT : 0006209228

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/08/2022 dans l'établissement PAPETERIES DES VOSGES implanté 34 rue Maurice MOUGEOT 88600 LAVAL SUR VOLOGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale visant à vérifier que les exploitants d'installations classées respectent bien les prescriptions particulières qui s'appliquent en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DES VOSGES
- 34 rue Maurice MOUGEOT 88600 LAVAL SUR VOLOGNE
- Code AIOT : 0006209228
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

Les papeteries des Vosges sont spécialisées dans la production de papiers fins destinés notamment à l'impression de notices de médicaments. Les papeteries des Vosges ont la particularité de rejeter leurs effluents aqueux, après un prétraitement visant à abattre les MES (Matières En Suspension), dans la STEP de la papeterie LUCART SAS présente sur le même site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect des prescriptions spéciales " situation hydrique difficile ".

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les constats réalisés n'appellent pas de remarque particulière de l'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des situations hydriques difficiles	Arrêté Préfectoral du 20/10/2020, article 4.5.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion des situations hydriques difficiles	Arrêté Préfectoral du 20/10/2020, article 4.5.3	/	Sans objet
3	Déclenchement des mesures « sécheresse »	Arrêté Préfectoral du 20/10/2020, article 4.5.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les restrictions de prélèvement d'eau ont été respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des situations hydriques difficiles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2020, article 4.5.2
Thème(s) : Autre, Alerte sécheresse Niveau renforcé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Lors du dépassement du seuil de « alerte renforcée », l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau ; • renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ; • interdiction de laver les véhicules de l'établissement ; • interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire ; • report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau ; • interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau ; • le prélèvement maximum d'eau à usage industriel est limité à 2 000 m³/j. <p>Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous un délai d'une semaine à compter du dépassement du seuil de « alerte », un rapport avec l'ensemble des informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les débits de prélèvements effectifs en situation normale de fonctionnement, à comparer avec les débits de prélèvement autorisés par l'arrêté Préfectoral d'autorisation ; • le débit rejeté (en valeur absolue et en pourcentage de la quantité prélevée) ; • Le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site ; • le débit en marche dégradée ; • la période d'arrêt des activités pour raisons de congés par exemple. <p>Les quantités seront données en m³/jour ou m³/heure avec le nombre d'heures de rejets d'effluents par jour. L'exploitant peut ajouter à ces données toutes celles qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques.</p> <p>L'exploitant propose dans son rapport d'une part des mesures de réduction de consommation d'eau (le recyclage de certaines eaux de nettoyage, la modification de certains modes opératoires...) et d'autre part des dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux en cas de déclenchement du seuil de crise (écrêtement des débits de rejet ou une rétention temporaire des effluents...).</p> <p>Ces mesures seront mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité. »</p>
<p>Constats : Durant le passage en alerte renforcée l'usine était en période d'arrêt annuel. Toutefois, l'exploitant a relancé la production le 1er août (avant le passage au niveau d'alerte " crise") en mettant en place les mesures " situation hydriques difficiles " prescrites par l'arrêté susvisé. Le personnel a été sensibilisé ; les limitations de prélèvement d'eau ont été respectées ; les données demandées ont été fournies à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des situations hydriques difficiles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2020, article 4.5.3
Thème(s) : Autre, Alerte sécheresse Niveau crise
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Lors du dépassement du seuil de « CRISE », l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • information du personnel de la situation de crise ; • mise en œuvre des mesures de réduction de consommation d'eau et les dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux qui auront été proposés en application de l'Article 4.5.2 nonobstant d'autres mesures qui pourraient lui être demandées par le préfet. Ces mesures pourraient être mises en œuvre graduellement en fonction de la gravité de la situation ; • le prélèvement maximum d'eau à usage industriel est limité à 1 600 m³/j. <p>Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité. »</p> <p>Constats : Une fiche d'information spéciale crise sécheresse a été affichée dans l'établissement et communiquée par mail aux employés. Cette fiche reprend en partie les mesures prescrites par l'article 4.5.2 susvisé, complétées par la restriction des prélèvements à 1 600 m³/j.</p> <p>Un briefing opérationnel a lieu chaque matin dans l'établissement, il permet d'identifier les écarts des indicateurs environnementaux suivis, dont les prélèvements et rejets, ainsi que les écarts vis-à-vis de l'arrêté d'autorisation. Les sources des écarts sont recherchées, ainsi que les moyens d'y remédier.</p> <p>Afin de réduire ses prélèvements d'eau dans le milieu, l'exploitant propose de mettre en place un dispositif d'ultrafiltration (filtres à charbon actif) pour recycler une partie de ses eaux résiduaire, avec pour objectif une réduction des pompages de 30 m³/h dans la Vologne (~50% du débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déclenchement des mesures « sécheresse »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2020, article 4.5.4
Thème(s) : Autre, Déclenchement des mesures « sécheresse »
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant accuse réception à l'inspection des installations classées de l'information de déclenchement d'une situation de « alerte renforcée » ou « crise » par la préfecture et confirme la mise en œuvre des mesures prévues à l'Article 4.5.2 et à l'Article 4.5.3.</p> <p>Constats : L'exploitant a bien confirmé sa réception des alertes et la mise en œuvre des mesures de "situation hydrique difficile".</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet